



Retraites, code du travail, subventions...

Le gouvernement algérien accélère sa politique anti-ouvrière pour faire payer aux masses la crise du capitalisme : rupture avec le gouvernement et front unique ouvrier des organisations syndicales pour obtenir le retrait des contre-réformes !

Pour la Banque mondiale et le FMI, l'Algérie est un bon élève... qui peut mieux faire

Il n'aura échappé à personne que le gouvernement algérien a récemment (début mai) reçu les félicitations de la Banque mondiale (BM), institution impérialiste (qui siège à Washington), créée par les États impérialistes pour tirer le meilleur parti des pays dominés. Des félicitations qui valent à l'Algérie d'être désignée comme un modèle à suivre...

« *Nous regardons la mise en œuvre de cet ambitieux programme avec beaucoup d'attention car beaucoup de pays, que nous représentons, peuvent tirer profit de cette expérience. Je pense, qu'avec les compétences disponibles au niveau du gouvernement (algérien), ce programme pourra être mis en œuvre en dépit des défis existants* » a déclaré Merza Hassan, porte-parole d'une délégation de la BM (propos rapportés par *l'Expression* du 9 mai).

Tels sont les termes du communiqué publié par la délégation (pas moins de 10 membres de son conseil d'administration !) de la Banque mondiale qui s'est rendue en Algérie début mai 2017.

Il faut dire que le pouvoir algérien a mérité ces éloges : il a satisfait aux critères du FMI, qui soulignait voilà près d'un an les « *ambitieuses mesures d'assainissement budgétaire* » appliquées par l'Algérie notamment, ainsi que par les monarchies du Golfe.

La Banque mondiale et le FMI saluent donc les mesures prises par le pouvoir algérien pour faire face à la dégringolade des prix du pétrole, qui ampute gravement les ressources du pays, dont l'économie est totalement dépendante des hydrocarbures, et qui, semble-t-il, ne va pas s'arrêter là après la décision de Trump de se retirer de l'accord de Paris sur le climat et de favoriser la

production de pétrole de schiste aux États-Unis.

En effet, dans son rapport annuel publié le 1^{er} juin, le FMI vient de « recommander » à l'Algérie de mettre en place un « *dispositif de régulation des crises* » qui risqueront de survenir dans le secteur bancaire en raison de la « *raréfaction des ressources financières suite à la chute des revenus pétroliers* » (selon *El Watan* du 5 juin). L'alarme est à nouveau donnée, et il apparaît clairement que la politique de contre-réformes mise en œuvre par le gouvernement pour tenter de résoudre la crise va aller en s'accroissant. Ce qui signifie une aggravation des attaques contre le prolétariat en perspective.

Poursuite et aggravation de la politique d'austérité

Le FMI avait déjà prôné « *l'élargissement de l'assiette fiscale, la rationalisation des dépenses et le remplacement progressif des subventions énergétiques, en offrant un soutien direct au plus démunis* ». Ce qui veut dire, en clair : hausse des taxes et fin des subventions (aliments énergie, santé, éducation...), ce que la loi des Finances 2017 a commencé à appliquer. Quand on sait que les subventions, pour le seul le domaine de l'énergie, se montent à 60 milliards de dollars environ, on mesure ce que va signifier cette politique d'austérité !

Car après la libération des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, après la réforme des retraites (voir plus loin), viendra le tour de la santé... pour en finir avec la gratuité des soins, avec, déjà, l'arrêt des chantiers des hôpitaux.

C'est la politique que le pouvoir a commencé à mettre en œuvre et que le nouveau gouvernement nommé après les législatives (voir plus loin) aura pour tâche d'accroître. Elle se résume à : faire payer au prolétariat et à la jeunesse la crise du capitalisme qui entraîne la baisse des prix du pétrole (et donc des « *revenus pétroliers* », ce qui a déjà provoqué l'épuisement du fonds de régulation des recettes : plus de 5000 milliards de dinars, quasiment réduits à néant à ce jour).

La crise est là. Ne voit-on pas plusieurs entreprises publiques qui ne paient plus les salaires ? Ne voit-on pas le chômage augmenter (officiellement près de 27 % chez les jeunes !), en même temps que les prix (7,7 % d'inflation en février 2017 en glissement annuel !), la baisse du pouvoir d'achat, l'état d'insalubrité des hôpitaux (selon le Professeur Kamel Bouzid, chef de service oncologie au Centre Pierre et Marie Curie d'Alger, 20 000 cancéreux meurent chaque année sans avoir été hospitalisés), le système de santé déliquéscent, la dégradation de l'enseignement universitaire (pour les quelque 2 millions d'étudiants), des conditions d'enseignement, la précarité des logements, les bidonvilles, les chantiers arrêtés, la misère, la corruption, la bureaucratie !...

La question du logement est de même une question de plus en plus dramatique. L'État n'honore

plus ses factures auprès des entreprises du bâtiment en charge de la construction de logements sociaux. Le résultat est que les entreprises interrompent les travaux, mettent leurs ouvriers au chômage, en même temps que les listes d'attente pour ces logements s'allongent de manière considérable.

La jeunesse, l'enfance est dans une situation de détresse terrible. L'Etat qui assurait le financement des cantines scolaires a décidé de « décentraliser » cette tâche aux collectivités locales, contre une subvention par enfant, au demeurant très insuffisante, pour assurer un repas correct. Le résultat : d'après la presse, près de 10 % des cantines ont fermé, et les enfants demeurent la journée le ventre creux.

Dans le même temps, le budget alloué aux forces de répression ne connaît pas l'austérité. Il faut rappeler que selon les données même de la Banque mondiale, l'Algérie est en tête au classement des pays ayant durant ces dernières années le plus augmenté le budget militaire.

Réforme des retraites et révision du code du travail : combattre la politique du gouvernement, et non l'accepter

Telles sont les conséquences de la politique que le gouvernement a mis en œuvre et qui été définie en concertation avec le patronat mais aussi avec la direction de l'UGTA lors de la 19^e Tripartite de juin 2016. Mais il leur faut aller encore plus loin, et c'est le sens de la révision du code du travail et la réforme des retraites.

Nous l'indiquions dans un précédent article sur notre site *Maghreb socialiste*, la remise en cause du droit à la retraite a été co-élaborée par le le gouvernement, le patronat et la direction de l'UGTA. Le communiqué commun sorti de la Tripartite en attestait. En ayant accordé « généreusement » une hausse des pensions de 2,5 %, le gouvernement souhaitait faire passer cette réforme sans trop de remous. Mais la pension que touche plus de la moitié des retraités est inférieure à 18 000 dinars, ce qui représente une augmentation de 450 dinars (3,70 euros !) qui est loin de couvrir les hausses ne serait-ce que des produits alimentaires.

La direction de l'UGTA comme celles des syndicats autonomes doivent rompre les discussions avec le gouvernement et réaliser le front unique ouvrier pour exiger le retrait des contre-réformes !

Le Parlement a donc adopté dans ses grandes lignes, en novembre dernier, la loi sur la réforme des retraites concoctée par la Tripartite. Les manifestations, grèves, à l'appel des syndicats autonomes et de sections locales de l'UGTA, quand elles ont pu avoir lieu, n'y ont rien fait. En fin de compte, Bouteflika a autorisé le départ en retraite des travailleurs ayant atteint les trente-deux années de cotisation et l'âge de 58 ans en 2017 : une aumône qui ne concerne qu'une infime

minorité de travailleurs. L'essentiel de la réforme reste.

Le 27 novembre 2016, la police a empêché violemment une manifestation contre la réforme des retraites, arrêté de nombreux manifestants, dont des syndicalistes. La matraque et la concertation avec les bureaucrates syndicaux, deux moyens complémentaires pour tenter de museler les masses exploitées.

Quant à la réforme du code du travail, Zemali, le nouveau ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, dans les pas du gouvernement Sellal précédent, vient de relancer les directions des organisations syndicales en leur demandant de présenter sans délai leurs observations et propositions sur l'avant-projet du texte de loi (qu'elle ont entre les mains depuis février dernier au moins). Or que dit ce projet, dont la philosophie générale est « *d'améliorer la compétitivité des entreprises* » ? Différentes organisations syndicales l'ont expliqué : il encourage la précarité par les formules de pré-emploi, il introduit plus de flexibilité, il s'attaque au droit de grève et plus généralement aux droits syndicaux, il réduit le rôle de l'Inspection du travail, il favorise les droits du patron au détriment de ceux des travailleurs, etc.

Les directions syndicales doivent non seulement le refuser, mais refuser d'en discuter avec le gouvernement ! Voilà ce qu'elles devraient déclarer, unanimes et dans l'unité, face au gouvernement.

Il faut dénoncer et s'opposer à la participation des directions syndicales à ces concertations et « tripartites » qui n'ont qu'un seul objectif : les associer à la politique du pouvoir, comme l'expliquait récemment le Cercle d'Action et de réflexion autour de l'Entreprise (CARE) qui vient de produire un document insistant sur le fait que : « *les instances de délibération économique actuelles sont "nécessaires, mais insuffisantes". Les défis auxquels fait face l'Algérie exigent, selon le Cercle, de nouvelles formes de concertation plus inclusives où chaque partie doit être redevable des missions qui lui incombent. (...) Il s'agit de promouvoir une nouvelle culture de partenariat basée sur une réelle confiance en l'entreprise et ses représentants, de nouvelles méthodes de collaboration impliquant l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, administration nationale et locale, entreprises, associations professionnelles et organisation patronales, syndicats, universitaires, experts...).* » (Le Temps, 12 juin 2017)

Les élections législatives du 4 mai 2017 : jouées d'avance

Dans ce contexte, se sont tenues ce que le pouvoir appelle les « élections législatives ». Le Conseil constitutionnel en a annoncé les résultats définitifs le 19 mai. Soit, après correction : 161 sièges au FLN, 100 sièges au RND, autre parti du pouvoir (dont le responsable, Ouyahia, est chef du Cabinet de la Présidence), 34 sièges pour le MSP (Mouvement de la société pour la paix,

islamiste), 20 pour le parti TAJ (proche du pouvoir), 15 pour Nahda-adala-bina, 14 pour le front el Moustakbal, 14 également pour le FFS, 13 pour le MPA (Mouvement populaire algérien), 11 pour le PT, 9 pour le RCD... Quant au taux d'abstention officiel, il approche les 75 %.

Sans surprise, le FLN et le RND conservent la majorité absolue à l'ANP. Le quotidien français *Libération* du 5 mai peut s'en amuser :

« Si l'on y ajoute les sièges des petits partis proches du pouvoir, comme les islamistes du Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (TAJ, 19 élus) et le Mouvement populaire algérien (droite, 13 élus), le bloc majoritaire qui soutient le gouvernement est, à deux députés près, exactement de la même taille que lors du précédent mandat. La « stabilité » si chère au régime frise la caricature. Le résultat du scrutin avait d'ailleurs été anticipé par toute la presse algérienne. »

Ces résultats démontrent à ceux qui pourraient encore en douter l'ampleur de la fraude. Car la population a refusé de cautionner des élections jouées d'avance, faites sur mesures par et pour le pouvoir. Dans la plupart des cas, les meetings électoraux étaient quasi déserts. Tout le monde le sait, le dit, preuves à l'appui, les urnes ont été bourrées. De plus, à l'abstention massive, il faut ajouter les votes blancs et nuls.

Les travailleurs et la jeunesse ont refusé de se prêter à cette farce électorale alors même que toutes les forces politiques (y compris le PT et le PST pabliste les appelaient à aller voter, ces derniers faisant par avance porter aux abstentionnistes la responsabilité de la reconduite du FLN et du RND). Et dans certaines wilayas, comme celle de Bouira, des jeunes ont cherché à empêcher ce simulacre d'élections en saccageant les urnes, donnant tout son sens à ce qui signifierait le mot « boycott ».

Comment voir alors dans le résultat fabriqué des élections, comme le fait Louisa Hanoune, du PT, une tentative de « *putsch contre le Président* », alors que ce système vise à conforter ce régime et son président ?

Le nouveau gouvernement Tebboune : mettre en œuvre les contre-réformes

Ce président, Bouteflika, a cependant nommé un nouveau gouvernement à la suite de ces élections. Est-il nécessaire d'en détailler la composition ? Conduit par Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre (qui succède donc à Sellal), homme de confiance de Bouteflika et ancien ministre de l'Habitat après avoir été ministre de l'Intérieur, ce gouvernement est chargé de mettre en œuvre les réformes énoncées plus haut. Il comprend notamment, dans l'ordre protocolaire : Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense, chef d'état-major de l'ANP depuis 2004, qui retrouve les mêmes fonctions que dans le gouvernement précédent (il avait soutenu Bouteflika aux élections de 2014) ; Abdelkader Messahel, ministre dans les précédents gouvernements et aujourd'hui ministre des Affaires étrangères ; Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, qui organisait la chasse aux jeunes

internautes « *qui, disait-il, voulaient porter atteinte à l'image des législatives* », autrement dit qui faisaient campagne à leur manière pour le boycott de ces élections-mascarades ; Il avait prétendument « ouvert une enquête » suite aux violences de ses propres services contre les étudiants en pharmacie qui manifestaient à Alger en février dernier ; Tayeb Louh, un autre fidèle de Bouteflika, ministre de la Justice ; Abderrahmane Raouia, ministre des Finances, ancien expert du FMI ; Mustapha Guitouni, Ministre de l'Energie, jusqu'à présent PdG de Sonelgaz, poste où il fut nommé voilà près d'un an et dont il y aurait tant à dire...

Peut-on parler de « *putsch contre le président* » ?

Aucun doute n'est possible sur les objectifs de ce gouvernement. A cette occasion, citons ce passage de choix dans une interview de Ramdane Youssef Tazibt, autre dirigeant et député du PT, accordée au *MatinDz* :

Question du média :

« Malgré toute la bonne volonté de l'opposition, la donne ne change pas depuis plusieurs décennies, le pouvoir reproduit le même schéma de fonctionnement. Que cela soit sur le plan économique ou politique. Pour autant, vous continuez à soutenir le président, seule personne censée détenir les leviers du changement... »

Réponse du dirigeant du PT :

« (...) En toute circonstance, ce qui dicte au PT son attitude vis-à-vis du pouvoir c'est l'intérêt du pays et du peuple. Nous avons soutenu des mesures positives, mêmes partielles et parfois contradictoires mais nous avons continué en parallèle à nous battre sur nos propres positions et visions.

Nous ne sommes pas les adeptes de "tout le monde est pourri". Il y a au sein des institutions de l'Etat des patriotes et des non-patriotes. Nous jugeons à chaque fois à partir de faits concrets, nous jugeons sur pièce. »

« Juger sur pièce » alors que toute la politique du pouvoir est dirigée contre les masses laborieuses et la jeunesse ? *« Juger sur pièce »* alors que « *les faits concrets* » sont l'acceptation ou la répression ? Nous laissons nos lecteurs apprécier la réponse qu'il convient d'apporter à ces interrogations...

Combattre pour la construction d'une avant-garde révolutionnaire

C'est dans ces conditions que le 16 mai dernier est intervenue la décision du précédent gouvernement, par la voix de son ministre du travail, Mohamed el Ghazi, de retirer le récépissé d'enregistrement au SNATEG (Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz), autrement dit de tenter de dissoudre ce syndicat.

Cet événement, qui fait suite aux poursuites judiciaires engagées par la direction de Sonelgaz contre les délégués syndicaux et aux sanctions contre les travailleurs pour leurs activités syndicales, est la démonstration que le pouvoir cherche à aller encore plus loin dans l'intimidation et la répression. Non seulement il interdit ou empêche les manifestations (à Bouira, les forces de sécurité ont bloqué le campus en avril dernier pour empêcher les étudiants de commémorer le « printemps berbère »), matraque, assigne en justice et emprisonne travailleurs, jeunes, étudiants et syndicalistes, mais il voudrait interdire les syndicats qui ne sont pas à sa botte. Ce qui veut dire ? Chercher à interdire à la classe ouvrière de se doter des organisations qui lui permettraient d'exprimer ses revendications et de combattre la politique bourgeoise du pouvoir.

Il faut donc de ce point de vue attacher une grande importance à cette décision politique, quelle qu'en soit l'issue, qui veut empêcher en réalité les travailleurs de ce secteur (Sonelgaz emploie plus de 80 000 personnes) d'utiliser une organisation syndicale pour la défense de leurs intérêts et leur droit à l'expression. D'autant que, au-delà des questions immédiates comme ici l'augmentation des salaires et la réintégration des syndicalistes licenciés par la direction, les revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse posent la question du pouvoir, c'est-à-dire concrètement d'un autre gouvernement qui satisfasse les revendications ouvrières et celle de la jeunesse.

Le prolétariat et la jeunesse en Algérie comme dans tout le Maghreb conserve une puissance sociale intacte. Nul doute que le gouvernement algérien scrute avec inquiétude le cours des événements au Maroc et redoute d'être confronté en Algérie à une mobilisation similaire. Partant du Rif, la mobilisation y tend aujourd'hui à s'étendre dans tout le Maroc, comme en témoigne la puissante manifestation qui vient de se tenir à Rabat. Ce sont les mêmes questions que celles qui se posent aux travailleurs et à la jeunesse algérienne qui s'y trouvent posées : les exactions brutales de l'appareil policier, le droit au logement, le droit à la santé confronté au délabrement total du système de santé, des hôpitaux, la pénurie de médicaments, l'accès à l'instruction et à l'université, etc.

Mais ce qui manque aux travailleurs et à la jeunesse algérienne, c'est un Parti ouvrier révolutionnaire combattant pour un véritable gouvernement ouvrier, rompant avec l'impérialisme, expropriant le capital et organisant la production en fonction des besoins des masses, engageant le démantèlement du tentaculaire appareil de répression, expulsant la caste parasitaire et corrompue qui gouverne aujourd'hui l'Algérie en collaboration avec les puissances impérialistes.

Le combat pour un véritable gouvernement ouvrier en Algérie est inséparable du combat pour les États-Unis socialistes du Maghreb, associant fraternellement les prolétariats des différents pays,

qui ont été dans l'histoire si profondément liés par le combat commun contre le colonialisme français.

C'est pour ce combat, et pour celui des Etats-Unis socialistes du Maghreb, que l'avant-garde doit se regrouper afin de construire la force politique nécessaire, c'est-à-dire le parti ouvrier révolutionnaire et l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 13 juin 2017